



## Nouvelles interférences étasuniennes sur le continent africain

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 04 juin 2022

[Observateur continental](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#), [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les USA examinent une loi visant à contrecarrer la présence russe en Afrique, mais également à punir les gouvernements et acteurs africains qui seraient favorables à cette présence. Cette éventuelle démarche met en exergue une fois de plus la mentalité purement néocoloniale si propre à l'establishment étasunien, et occidental-atlantiste de manière générale.

Les Etats-Unis préparent une loi pour sanctionner les «amis» de Poutine en Afrique, [écrivait](#) récemment l'agence d'information économique africaine *L'Agence Ecofin*. Comme rappelé, le Sénat US vient d'entamer l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre les activités «malveillantes» de la Russie en Afrique, un texte adopté par la Chambre des représentants le 27 avril dernier et qui définit ces activités comme étant celles qui «sapent les objectifs et les intérêts des Etats-Unis».

Rien qu'à lire ces lignes, il est assez facile de comprendre une fois de plus une approche ouvertement extraterritoriale étasunienne vis-à-vis d'Etats souverains, en l'occurrence ici africains, avec d'autant plus une mentalité propre à l'ère unipolaire à laquelle Washington continue de faire référence, faisant le pur négationnisme de la réalité multipolaire qui pourtant s'est bel et bien imposée depuis les dernières années.

D'autre part, ce qui est intéressant à noter est que si ledit projet de loi sera finalement appliqué - il ne visera pas seulement la Russie, ainsi que d'éventuels citoyens ou entreprises russes travaillant dans les pays africains, mais également nombre de dirigeants d'Afrique eux-mêmes, et très certainement aussi tous les acteurs panafricanistes qui soutiennent et approuvent le développement de l'interaction russo-africaine.

A cet effet, ce qu'il faudrait rappeler aux cowboys washingtoniens, c'est qu'au-delà du fait que l'Afrique ne leur appartient pas, cette mesure à terme risque de créer d'énormes défis pour les Etasuniens eux-mêmes. Car l'application d'une telle loi pourra très rapidement non seulement attaquer les chefs d'Etat et de gouvernement africains, mais aussi les principaux représentants de la société civile, et avec cela des milliers et des millions de citoyens africains. Des citoyens africains déjà pour très nombreux d'entre eux hostiles à la politique occidentale vis-à-vis de leurs pays et de leur continent, et plus généralement sur la scène internationale.

Dans cette situation, deux orientations semblent assez évidentes dans les motivations étasuniennes. Car au-delà de vouloir tenter de limiter la contagion des développements des relations entre la Russie et l'Afrique, et la montée en puissance évidente des sentiments

pro-russes, Washington veut aussi tout simplement punir les Etats du continent pour leur non-obéissance dans les événements récents. Y compris, comme le pensent les experts du continent – pour punir les nombreux Etats africains qui ne se sont pas joints à la coalition antirusse tellement souhaitée et promue par Washington et ses sous-traitants dans le cadre du conflit en Ukraine.

Après visiblement [l'échec](#) de tenter à surfer efficacement sur la vague panafricaniste hostile à la Françafrique, confirmant une fois de plus qui est le suzerain et qui le vassal dans la relation Washington-Paris, l'establishment étasunien pense désormais que seules de nouvelles menaces, pressions, sanctions et intimidations peuvent éventuellement l'aider à limiter les dégâts face à une Afrique de plus en plus décomplexée vis-à-vis de l'Occident collectif, et désireuse de devenir un bloc puissant dans le cadre du système multipolaire contemporain. Avec d'autant plus [une perspective](#) fort probable d'un monde multipolaire post-occidental.

Encore une fois – les élites occidentales jouent avec le feu. Un feu d'ailleurs qui les brûle déjà activement et douloureusement. Incapables de se défaire d'une mentalité extrêmement arrogante d'un autre âge, et de s'excuser pour les innombrables crimes commis à l'encontre des Africains, dans les cas des USA et de leurs sbires – de la traite esclavagiste jusqu'aux assassinats barbares de grands leaders africains comme Patrice Lumumba ou Mouammar Kadhafi – les Occidentaux ne font que se signer soi-même la peine de mort.

D'un autre côté, pourquoi effectivement empêcher un organisme à l'agonie accélérer sa propre chute? Ce qui est sûr c'est qu'après le nombre innombrable de drapeaux français brûlés à divers endroits de l'Afrique, le drapeau étasunien risque rapidement de rattraper ce nombre. Et pourquoi pas le dépasser?

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)

Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)